Grèce : Stress test de la résistance populaire à la dictature financière

02/11/2011 à 9h30

Sonia Mitralias, citoyenne grecque membre du Comité pour l'annulation de la dette du Tiers monde, s'est exprimée lors de la Conférence de Londres contre l'austérité organisée par la *Coalition of Resistance*, le 1er octobre dernier, et le blog *État critique* reproduit son témoignage.

« Je viens de Grèce, un pays en train d'être saigné à blanc et détruit par ceux qui prétendent le sauver, le Fonds monétaire international, la Banque centrale européenne et la Commission européenne. Après l'adoption, l'application et surtout… l'échec des quatre traitements de choc appelés memoranda, et l'application actuellement du cinquième, qui est le plus dur et inhumain, la Grèce n'est plus le pays qu'on connaissait : maintenant, les rues se vident après le coucher du soleil, les restaurants cherchent désespérément des clients et les magasins des rues commerçantes désertées tombent en ruine.

> ***Le pourquoi de cette métamorphose est donné par ces quelques chiffres : les salariés et les retraités ont déjà perdu 30 à 50% et parfois même plus de leur pouvoir d'achat. Ce qui a comme conséquence qu'environ 30% des magasins ou 35% des pompes à essence sont fermées pour toujours. Que le chômage atteindra probablement 30% l'année prochaine.***

Qu'on aura 40% de moins d'hôpitaux et de lits d'hôpitaux, ou que l'État grec se trouvant, il y a quelques jours, dans l'incapacité de fournir des livres scolaires à ses écoliers, les invite à en faire des photocopies (!), etc., etc. En somme, que la faim, oui la faim, commence à faire son apparition dans les grandes villes tandis que les suicides se

multiplient dans un pays plongé dans le stress et le désespoir… »

Sonia Mitralias insiste sur *« l'importance de l'enjeu : la Grèce constitue actuellement un cas test mondial, un véritable laboratoire planétaire dans lequel sont testées les capacités de résistance des peuples aux plans d'ajustement structurels aux temps de la grande crise des dettes publiques. En somme, tous les regards, tant de ceux d'en haut comme de ceux d'en bas, sont tournés jour après jour vers ce petit pays européen qui a la malchance d'être devenu le cobaye mondial du néolibéralisme le plus cynique. »*

Un autre éminent membre du *CADTM*, le politologue belge Éric Toussaint, docteur en sciences politiques des Université de Liège et de Paris VIII, n'est pas moins clair : *« on pourrait dire que les prêts de la troïka (Commission européenne,* BCE, *Fonds monétaire international) à la Grèce sont des prêts odieux parce que ces institutions, avec derrière elles les gouvernements allemand et français, profitent d'une situation de détresse de la Grèce – qui depuis mai 2010 n'a plus accès à des emprunts dépassant un an – pour prêter à Athènes à du 5,5%. En contrepartie, ils exigent de la Grèce qu'elle mette en œuvre une batterie de mesures d'austérité.*

Mesures qui dans certains cas sont des violation des droits économiques et sociaux reconnus par l'Organisation internationale du travail, par exemple. Et, de plus, ces mesures ont un effet contraire à l'objectif officiel recherché, c'est-à-dire une amélioration de la situation économique rendant soutenable le paiement de la dette. Or, on constate que cela crée une récession qui réduit les recettes fiscales et conduit à de nouvelles mesures d'austérité. Lesquelles ne permettront de toute façon pas à la Grèce de dégager dans son budget des marges suffisantes pour rembourser des montants grevés de taux d'intérêts trop élevés.

Avant cela, on a eu toute une série d'institutions financières françaises, allemandes, belges, qui au début de la crise financière se finançaient à des taux de 0,25% auprès de la Fed *ou de 1% auprès la* BCE *puis qui prêtaient très massivement à la Grèce - on constate une augmentation de 80 à 120 milliards d'emprunts, soit 50% en pleine période de crise.*

Là, il y a des marques d'illégitimités parce que les fonds qui étaient prêtés aux banques ne devaient pas servir à cela mais à éviter un credit crunch*, que ces banques n'ont pas respecté les règle de prudence en matière de solvabilité des emprunteurs et pire les ont encouragés à se surendetter. Et si on retourne encore plus loin, on rappellera que les* JO *devait coûter à la Grèce 1,4 milliard et en ont coûté près de 20. Or, il y a des entreprises étrangères, comme Siemens – qui font l'objet de poursuites judiciaires – qui ont versé des pots-de-vin énormes aux autorités politiques de l'époque.*

Enfin, il y a les dépenses militaires énormes de la Grèce, qui représentent 4% du PIB*. Les Américains, les Allemands et les Français sont les principaux fournisseurs militaires, et dans un premier temps, on a seulement demandé à la Grèce de couper dans les dépenses sociales, parce qu'il fallait qu'elle honore les commandes militaires à Berlin et à Paris. »*

On parle de dépenses militaires ? Lisons alors *Le Monde* du 19 octobre, qui titre *Paris s'apprêterait à vendre des frégates à Athènes, Berlin proteste* : *« Les relations franco-allemandes vont-elles connaître une nouvelle période de tensions, à l'approche du sommet européen du 23 octobre ? Selon le Spiegel, la France veut vendre à la Grèce des frégates et proposerait au pays surendetté un tarif préférentiel et un délai de paiement. Il s'agit de deux à quatre frégates furtives du groupe d'armement naval* DCNS *qui seraient vendues avec une remise de 100 millions d'euros si Athènes décide de les garder au bout de cinq ans. Dans le cas contraire, la Grèce devrait les rendre à la marine française. Les concurrents allemands du constructeur français, qui ont tenté*

pendant des années de remporter ce contrat, critiquent cet accord.

Dans un courrier au gouvernement allemand, un dirigeant du groupe ThyssenKrupp déplore que l'achat des frégates soit en partie financé par les contribuables allemands, car, selon lui, la Grèce, dépendante de l'aide du FMI *et de l'*UE*, pourrait devoir restructurer sa dette. Un abandon de certaines créances grecques semble de plus en plus probable.* [En effet !] *Si cela intervient et que la Grèce est sauvée par des fonds de secours européens, le scénario de Thyssen se réaliserait. Les contribuables allemands garantiraient une part des dépenses du gouvernement grec et, ainsi, paieraient pour une partie de l'achat des frégates. »*

On voit surtout que ce qui embête Berlin n'est pas qu'on saigne à blanc un pays pendant qu'on lui vend des armes, mais qu'Athènes ait choisi des armes françaises ! Et pendant ce temps-là, qu'impose le cinquième *memoranda* dont parlait plus haut Sonia Mitralias ? Résumé par *L'Humanité* : *« Un seul député socialiste, l'ancienne ministre du Travail Louka Katseli, amie proche du Premier ministre, a refusé d'approuver une disposition du projet restreignant les négociations salariales collectives. Elle a été immédiatement exclue de son groupe parlementaire.* [Rappelez-nous leur couleur politique ? Ah oui, "socialistes"…] *Les dirigeants européens et le* FMI *attendaient ce vote pour débloquer 8 milliards d'euros de prêt supplémentaires.*

Le texte prévoit une réduction de 20% des salaires de la fonction publique, abaisse le seuil du niveau d'imposition et autorise le licenciement des fonctionnaires. Pendant que le parlement finissait d'achever les services publics grecs, au moins 125 000 manifestants protestaient dans la rue. Il y a eu d'importants heurts contre la police, mais aussi entre manifestants. Le service d'ordre du syndicat communiste PAME*, qui souhaitait une manifestation pacifique, s'est opposé à de nombreux révoltés cagoulés armés de bâtons et de cocktails*

Molotov. La police a ensuite chargé les manifestants. Les combats ont fait au moins 74 blessés, et un homme est décédé d'une crise cardiaque dans l'agitation de la manifestation. »

Le pire est à venir, en Grèce comme ailleurs, en France, partout. Et l'on se prend à l'espérer.

Plume de Presse